

Économie

La maturité de la fonction achat permet une orientation plus technique du programme Phare

Publié le 03/12/21 - 15h07

Changer d'échelle. C'est l'ambition de la feuille de route 2022 du programme Phare qui se situera dans un environnement "très évolutif". Des sujets plus techniques y font leur entrée, portés par la maturité atteinte ces dernières années par les acheteurs hospitaliers. Achats responsables et complexes, nouvelles techniques... sont au programme.



Le programme Phare s'infléchit vers des sujets plus techniques en 2022. (A. Benoist/BSIP)

"Beaucoup de choses ont changé depuis 2018 et même depuis 2019. L'acheteur hospitalier est identifié, considéré comme un vrai métier technique." Un constat qui fait dire à Raphaël Ruano, responsable du programme de performance hospitalière pour des achats responsables (Phare) le 3 décembre à la 10^e édition des journées de l'achat hospitalier organisée par le Réseau des acheteurs hospitaliers (Resah), que cette "maturité réelle" atteinte par les acheteurs permet d'envisager de "nouveaux paliers". "Je suis impressionné par la mobilisation des hospitaliers sur ce sujet des achats qui ouvre la voie désormais au traitement de sujets plus techniques et complexes", souligne-t-il. Des sujets vont donc monter en puissance en 2022 dans la feuille de route du programme.

Autre levier pour les achats complexes

La feuille de route 2022 se situera dans un environnement "très évolutif par rapport à 2018", est-il indiqué dans sa présentation. La crise sanitaire a en effet sensibilisé l'écosystème sur l'importance de la logistique dans la maîtrise des approvisionnements. De même, comme présenté lors des journées de l'Association des directeurs d'hôpital (lire notre [article](#)), les planètes "sont alignées" pour faire entrer les achats durables, "sujet complexe", dans le programme. Pour résumer, les achats hospitaliers se situeront entre continuité sur les sujets d'efficience et rupture avec la montée en puissance de nouveaux chantiers "à fort enjeu hospitalier". Ainsi, la maturité atteinte par la fonction permet sur les achats complexes de passer à un niveau autre que la massification qui a atteint ses limites de performance, précise Raphaël Ruano. D'autres leviers peuvent être actionnés et

d'autres modèles de montages utilisés avec l'ingénierie financière et juridique notamment. Il cite de nouvelles techniques d'achat à essayer comme la *value based procurement* (VBP) qui est "*outil performant*", le *total ownership cost* (Toc) ou encore l'analyse *make or buy*. Sur ce dernier point, il indique que l'externalisation a commencé à se mettre en place "*ici ou là*" sur, par exemple, la blanchisserie, la restauration... L'idée étant, à l'image du secteur privé, de voir si "*d'autres acteurs ailleurs ne font pas mieux le travail*".

Cibler les opérateurs régionaux

La relation de l'acheteur hospitalier avec les fournisseurs et les prescripteurs devrait aussi changer, ajoute-t-il. Il convient, même si cela demeure complexe, d'aborder l'achat de manière plus globale avec un objectif de résultat mesurable et engageant les parties. Dans ce cadre, l'indicateur de performances pourra porter sur la baisse de durée moyenne de séjour (DMS), du coût d'un acte de biologie ou encore de l'augmentation de l'activité. Ces démarches sont à porter à un niveau institutionnel en les intégrant dans les projets d'établissements mais aussi en impliquant la gouvernance administrative et médicale des groupements hospitaliers de territoire (GHT). Autre évolution, la montée en maturité des opérateurs d'achats régionaux. Le but est toujours de ne pas être en concurrence mais en complémentarité avec les opérateurs nationaux et de contribuer à faire émerger des activités, note Raphaël Ruano. En lien avec les ARS, la DGOS accompagne donc les besoins spécifiques de chaque région *via* une cartographie compilant les données d'achat utiles auprès des différents interlocuteurs régionaux impliqués mais aussi une stratégie. Celle-ci doit définir des segments d'achat régionaux prioritaires, une évolution des processus et de l'organisation interne. La feuille de route des opérateurs régionaux doit identifier une cible de convergence des marchés.

Achats responsables en ligne de mire

La logistique, sujet sur lequel vingt-deux GHT sont mobilisés (lire notre [article](#)), fait aussi partie des éléments nouveaux de la feuille de route 2022 du programme, avec une cible à l'étude de soixante GHT accompagnés en cinq ans et en ligne de mire une *supply chain* efficiente. Sur le système d'information (SI) achats, pour lequel quarante-sept GHT sont engagés dans une phase pilote (lire notre [article](#)) avec une forte mobilisation en Centre-Val de Loire et Île-de-France, la phase d'évaluation a confirmé l'existence d'une offre logicielle face aux besoins des groupements. Actuellement, toutes les régions expérimentatrices ont plébiscité le même éditeur, Ivalua. Le déploiement est prévu sur les deux semestres 2023 avec une contractualisation des éditeurs de logiciel sur le dernier trimestre 2022. Raphaël Ruano salue une fois de plus la mobilisation des acheteurs sur ce sujet puisqu'elle a permis à l'ensemble de l'écosystème de comprendre les enjeux. Le SI achats devrait contribuer à atteindre un haut niveau d'efficacité des processus d'approvisionnement pour se rapprocher du niveau d'autres acteurs du secteur et aller, là encore, vers une approche de type *supply chain*. Enfin, sur le sujet des achats responsables, la feuille de route prévoit un accompagnement des acheteurs sur toutes les dimensions. Dans ce cadre, un recensement des bonnes pratiques sera réalisé ainsi qu'une charte développement durable hospitalière. Un réseau de référents achats responsables verra le jour. La DGOS envisage aussi d'outiller le secteur au travers de guides, d'outils juridiques et de fiches pratiques. Un dispositif de pilotage sera mis en œuvre ainsi qu'un programme de formation. Enfin, des projets sur des thématiques (énergie, recyclage d'équipements, insertion professionnelle, transports...) seront lancés dans des sites pilotes.

Géraldine Tribault

Les informations publiées par Hospimedia sont réservées au seul usage de ses abonnés. Pour toute demande de droits de reproduction et de diffusion, contactez Hospimedia (copyright@hospimedia.fr). Plus d'informations sur le copyright et le droit d'auteur appliqués aux contenus publiés par Hospimedia dans la rubrique [droits de reproduction](#).

Pas encore abonné à HOSPIMEDIA ?

Testez gratuitement notre journal en vous rendant sur <http://www.hospimedia.fr>

Votre structure est abonnée ?

Rapprochez-vous de votre référent ou contactez nous au 03 20 32 99 99 ou sur <http://www.hospimedia.fr/contact>